

Mercredi 4 novembre 2015 à 16h00

**COMMISSION LOCALE DE L'EAU DE LA MIDOUZE**  
**Compte-rendu**

**Date d'invitation :** 1<sup>er</sup> octobre 2015

**Pièces jointes :**

- . Liste d'émargement
- . Diaporama présenté
- . Règles de fonctionnement adoptées
- . Délibération 2015.01
- . Instruction du gouvernement du 4 juin 2015 relative au financement par les agences de l'eau des retenues de substitution

**Ordre du jour :**

Information : Modification de la composition de la CLE ;  
Modification des règles de fonctionnement ;  
Réélection du président ;  
Election des vice-présidents ;  
Reconstitution du bureau ;  
Information sur les Projets de territoire ;  
Présentation du Projet de territoire du Midour ;  
Présentation Adour 2050.

**Votes :**

Modification des règles de fonctionnement  
Election du Président  
Election des Vice-Présidents  
Recomposition du bureau de la CLE (collège des élus)  
**Délibération 2015.01 :**  
Portage des projets de territoire par l'Institution Adour  
Création d'un Comité de Pilotage spécifique local

Marc PAYROS, Président de la CLE sortant, ouvre la séance.

Après lecture des membres excusés et des pouvoirs donnés, il remercie l'assemblée pour le travail accompli depuis qu'il a pris la présidence de la CLE en 2011, travail qui a permis d'aboutir à l'adoption du SAGE fin 2012 avec quasiment l'unanimité, après de longs débats, échanges et négociations.

Il rappelle que les défis à relever pour l'avenir sont nombreux au regard des enjeux sur ce bassin versant, notamment la gestion quantitative de la ressource, enjeu majeur tant pour la qualité des cours d'eau et des milieux associés que pour le maintien d'une économie durable sur le territoire. Ce défi est de taille, notamment au regard des changements climatiques en cours, et nécessitera forcément des adaptations sur le territoire.

Un autre enjeu majeur sur lequel la CLE a commencé à travailler, est celui de l'érosion des sols, très problématique sur ce territoire et aux impacts multiples, que ce soit sur la qualité de l'eau, le colmatage des frayères, l'envasement des plans d'eau, les coulées de boues ou même tout simplement les dégâts sur les cultures et la perte en terre. Si des pistes d'actions curatives existent pour l'imiter l'impact des particules arrachées, elles ne suffiront pas ; un travail à la source, d'adaptation des pratiques, sera incontournable.

Il laisse M. LEBRETON, qui représente Mme le Préfet des Landes, conduire la réunion jusqu'à l'élection d'un nouveau Président.

#### **Modification de la composition du collège des élus [M. LEBRETON - DDTM40]**

Suite aux élections départementales de 2015, il convenait de modifier le collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux de la CLE du SAGE Midouze.

En effet les 4 représentants susceptibles d'être remplacés n'ont pas renouvelé leur mandat (MM. Payros, Lajux, Causse et Mme Florence) ; ils ont été remplacés comme suit :

Structure	Ancien représentant	Nouveau représentant
Département des Landes	Maryvonne FLORENCE	<b>Dominique DEGOS</b>
Département du Gers	Joël LAJUX	<b>Gérard CASTET</b>
EPTB – Institution Adour 40	Lionel CAUSSE	<b>Paul CARRERE</b>
EPTB – Institution Adour 32	Marc PAYROS	<b>Christophe TERRAIN</b>

Ces modifications ont fait l'objet d'un arrêté modificatif de composition de la CLE en date du 4 septembre 2015.

**Modification des règles de fonctionnement [M. LEBRETON - DDTM40]**

M. LEBRETON indique que le quorum des 2/3 des membres présents ou représentés (35/52) est atteint est atteint avec 27 membres présents et 13 membres représentés (pouvoirs), et que la CLE peut donc valablement délibérer sur la modification des règles de fonctionnement.

Il laisse l'animatrice du SAGE présenter les modifications proposées [Diaporama] puis procède au vote.

**Les règles de fonctionnement sont adoptées à l'unanimité.**

**Election du Président [M. LEBRETON - DDTM40]**

Il est rappelé que le Président est élu au sein du collège des collectivités et de leurs groupements, et uniquement par les membres de ce collège. Le scrutin est majoritaire à deux tours ; si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue (=14/26), il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative (règlement de la CLE).

Seule la candidature de M. Paul Carrère a été reçue à ce jour, M. Lebreton demande s'il y a d'autres candidats à la présidence de la CLE. Aucune autre candidature n'est enregistrée.

Paul CARRERE se présente : âgé de 47 ans, il est directeur au centre hospitalier de Mont-de-Marsan ; élu conseiller départemental depuis mars 2015 pour le canton du Pays Morcenais Tarusate, il est vice-président du conseil départemental des Landes en charge de l'administration générale et de l'environnement, et président de l'Institution Adour. Sa candidature à la présidence de la CLE s'inscrit dans la continuité de ces deux derniers mandats, et notamment au regard des projets de territoire à bâtir, où les CLE ont un rôle majeur à jouer. Il souhaite ainsi mettre à profit ses compétences pour porter avec la CLE, dans un schéma de consensus et de travail partagé, les projets de territoire, en intégrant le travail et les décisions antérieurs de la CLE.

Il est procédé au vote.

**Paul CARRERE est élu Président de la Commission Locale de l'Eau de la Midouze à l'unanimité.**

Avant de présider la suite de la séance, M. Carrère remercie la CLE pour la confiance qu'elle lui porte et Marc PAYROS pour le travail accompli jusqu'à maintenant.

**Election des vice-présidents [M. Carrère]**

Suite à l'adoption du nouveau règlement de la CLE, et suite au souhait de M. Broquères de laisser son mandat de VP de la CLE à un membre plus disponible pour s'impliquer comme il se doit dans les problématiques de gestion de l'eau, il convient d'élire deux vice-présidents, un pour le département des Landes et un pour le département du Gers.

Il est rappelé qu'ils sont élus selon les mêmes modalités que le Président, au sein du collège des collectivités et de leurs groupements, par les membres de ce collège.

Les candidatures reçues sont les suivantes :

- Pour les Landes, M. Vincent LESPERON - maire de St-Yaguen, élu à la Communauté de Communes du Pays Tarusate et Président du syndicat de rivière du bassin de la Midouze ;
- Pour le Gers, M. Claude SILENGO, Président du syndicat intercommunal d'aménagement des bassins du Midour et de la Douze.

Dans la mesure où aucune nouvelle candidature ne se fait connaître, il est procédé au vote.

**Messieurs Lesperon et Silengo sont élus vice-présidents à l'unanimité.**

### **RECOMPOSITION DU BUREAU**

Le bureau de la CLE n'a plus d'existence formelle depuis les élections départementales de 2015.

Selon le règlement de la CLE « Lorsqu'un membre du bureau cesse de siéger au sein de la CLE, le collège concerné procède à la désignation de son successeur ».

Il y a ainsi 3 sièges à remplacer pour le collège des élus ; M. Carrère propose au collège des élus d'intégrer au bureau le Président et les deux vice-présidents élus ce jour en lieu et place des membres n'ayant plus de mandat.

**Les membres du collège 1 sont unanimement d'accord avec la proposition de nouvelle composition du bureau.**

### **GESTION QUANTITATIVE ET PROJETS DE TERRITOIRE**

L'animatrice du SAGE rappelle que lors de la CLE du 5 février dernier, l'Institution Adour avait présenté à la CLE l'avancement du programme ressource, notamment pour les projets de Mondebat et de Tailluret.

En effet, parmi les dispositions pour atteindre le bon équilibre quantitatif des masses d'eau, au-delà des économies d'eau et d'une gestion rigoureuse de l'existant - qui sont incontournables -, le SAGE prévoit notamment la construction de 4 réservoirs de soutien d'étiage structurants : Mondebat et Gaube pour la vallée du Midour et du Ludon, et Bergon et Tailluret pour la vallée de la Douze.

Or une instruction ministérielle du mois de juin 2015 impose désormais aux maîtres d'ouvrage de bâtir un projet de territoire pour pouvoir prétendre au financement de nouveaux ouvrages par l'Agence de l'eau, notamment afin de garantir une concertation optimale autour de ces projets.

Jean-Jacques Chevalier [AEAG] présente à la CLE les fondements d'un projet de territoire **[diaporama]**.

M. Carrère informe la CLE que l'Institution Adour, structure maître d'ouvrage du projet de réservoir de soutien d'étiage de Mondebate, et structure animatrice du SAGE Midouze, s'est portée candidate pour être maître d'ouvrage de l'élaboration des projets de territoire, avec pour le bassin de la Midouze une priorité donnée au sous-bassin du Midour, le plus déficitaire ; le projet de territoire du sous-bassin de la Douze sera mené dans un second temps.

Pour ce faire, l'Institution Adour met à disposition une chargée de mission dédiée (Marie-Laure Pons), qui travaillera en étroite collaboration avec l'animatrice du SAGE Midouze.

Il indique qu'au regard du travail déjà accompli dans le cadre de l'élaboration du SAGE, il conviendra de valoriser au maximum cette masse d'information pour nourrir le projet de territoire. Le SAGE avait en effet pris en compte l'objectif de 2021 pour la création de nouvelles ressources ; il faut donc essayer au maximum de tenir des échéances très courtes pour bâtir le projet de territoire, avec un objectif de 18 mois, tout en se donnant les moyens d'entendre toutes les parties concernées, même si l'on se doute qu'une écoute attentive ne permettra probablement pas d'aboutir à un consensus total, sans aucune opposition au projet. Il faut vraiment travailler en partenariat pour éviter un « Sivens » où un petit groupe d'opposants qui n'avaient pas été entendus ont fait périliter le projet, écouter les personnes qui seraient défavorables au projet pour essayer de comprendre leurs arguments et d'y répondre, de lever un maximum de craintes.

#### Débat autour du projet de territoire de la vallée du Midour

Une première réunion de cadrage avec les services de l'état a eu lieu le 20 octobre dernier afin d'échanger avec eux sur leurs attentes par rapport au projet de territoire.

L'animatrice du SAGE présente les premiers éléments de réflexion issus de cette rencontre, et notamment la création d'un comité de pilotage spécifique sur lequel la CLE devra délibérer **[diaporama]**.

Remarque est faite qu'il est dommage que le législateur n'ait pas tenu compte du travail existant et des orientations déjà prises par les CLE. Le Président rappelle qu'il faut se nourrir de tout ce qui a déjà été fait et du dialogue déjà engagé. Un des enjeux principaux du projet de territoire est de garantir un équilibre économique de la démarche, surtout dans le contexte économique actuel contraint des collectivités

#### → **Le spécialiste qui viendrait en appui de la concertation est-il déjà identifié ?**

*M. Alain Faget [Saint Martin d'Armagnac]*

Le prestataire externe qui viendra en appui à l'Institution Adour sera retenu suite à une procédure classique de marché public ; des spécialistes en concertation / dialogue territorial / médiation peuvent intervenir pour le compte de collectivités.

Par ailleurs il est également envisagé de faire appel à un garant de la concertation, observateur jouant le rôle d'observateur afin de garantir la prise en compte de l'ensemble des parties prenantes à la concertation. Il pourrait s'agir d'un service de l'Etat, d'un membre de la Commission Nationale de Débat Public ou autre, qui dans tous les cas soit extérieur au projet de territoire ; c'est notamment une volonté forte du Préfet de région Midi-Pyrénées.

→ **A priori les candidats au comité de pilotage risquent d'être nombreux, qui va attribuer les places et comment ? Quelle sera la structure du comité de pilotage ?**

*M. Christophe Terrain [Institution Adour, Conseiller Départemental du canton Adour Gersoise]*

L'instruction du gouvernement précise qu'à défaut d'une élaboration par la CLE, le comité de pilotage mis en place sera instauré sur les mêmes principes de composition que la CLE [≈ 50% élus / 25% usagers / 25% Etat].

Une taille opérationnelle du comité étant souhaitable (une trentaine de personnes), la concertation devra être menée en amont de la composition du comité du pilotage pour attribuer les sièges. Une représentation du « local » sera favorisée autant que faire se peut.

→ **La concertation à mettre en place**

Si la concertation est indispensable, il faudra être vigilant ; il est en effet plus facile de s'opposer à un projet que de participer à son élaboration. Le dialogue est primordial mais il est nécessaire d'avancer et les élus devront prendre leurs responsabilités. Les retenues sont indispensables, pour le monde agricole certes, mais également pour les besoins de dilution et de qualité des milieux ; il faudrait arrêter de retarder sans cesse leur construction. *M. Antoine Lequertier [ComCom des Landes d'Armagnac, Maire de Mauvezin d'Ac]*

**Sur la base des éléments présentés, la CLE délibère favorablement et à l'unanimité sur :**

- le portage par l'Institution Adour du projet de territoire,
- la création d'un comité de pilotage local pour élaborer le projet de territoire.

## **ETUDE PROSPECTIVE ADOUR 2050**

M. Carrère indique qu'en dernier point à l'ordre du jour, allait être présentée la démarche prospective Adour 2050 dans laquelle s'est engagée l'Institution Adour, aux côtés de l'Agence de l'Eau et des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées. Cette étude vise à comprendre et anticiper, par l'intermédiaire d'un travail collectif, les enjeux et les impacts futurs des changements climatiques et globaux sur la ressource en eau à l'échelle du bassin de l'Adour.

La vulnérabilité de la ressource en eau n'est en effet plus à démontrer, les spécialistes sont globalement d'accord sur le fait qu'à l'échéance 2050, il faut s'attendre à une baisse annuelle des débits comprise entre 20 et 40% pour toutes les grandes rivières du Sud-Ouest. De surcroît le bassin de l'Adour est un territoire attractif, et cette migration positive devrait s'accroître, renforçant encore dans les années à venir les besoins en eau, en énergie, en espace, etc. Il est donc primordial de mieux cerner ces changements à venir, de les anticiper, de les partager avec le plus grand nombre afin de bâtir une stratégie d'adaptation collective.

La présentation est faite par Emilien Jouve, en charge de cette étude à l'Institution Adour.

Mme Amélie Castro [*Centre Régional de la Propriété Forestière d'Aquitaine*] souhaite connaître la prise en compte qui sera faite de l'usage des sols en dehors de l'agriculture, le bassin de l'Adour étant occupé par 40 à 60% de massif forestier, ainsi que de l'urbanisation et de l'artificialisation des sols.

→ Si l'agriculture a été prise en exemple dans la présentation, l'ensemble des activités économiques et occupations de l'espace seront prises en compte dans l'étude, de même que les projets d'aménagements ayant un impact sur l'occupation du territoire et donc la ressource en eau.

M. René Clavé [*SEPANSO Landes*] souhaite rappeler à la CLE que la construction de l'A65 a complètement occulté les impacts sur la ressource en eau alors qu'elle va générer 5 millions de mètres cubes de déficit supplémentaire d'ici 30 ans. Or le même schéma se reproduit avec la DUP du projet de LGV Bordeaux-Dax, qui créera à terme un déficit supplémentaire de 7Mm<sup>3</sup>. Il souhaite que ce problème soit réglé par les élus. Il souhaiterait également savoir où en est exactement le dossier de la DUP et quelles sont les prochaines étapes (signature par le Ministre ou passage en Conseil d'Etat).

→ *l'animatrice du SAGE se rapproche des services de l'Etat pour essayer d'obtenir une réponse sur l'avancement du dossier.*

\*\*\*

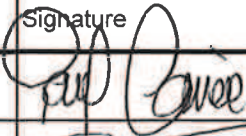








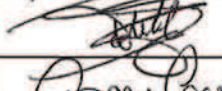
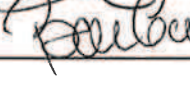


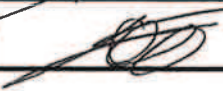
M. CARRERE remercie les participants et lève la séance.

\*\*\*

14 présents } 21  
7 pouvoirs

Commission Locale de l'Eau du bassin de la Midouze  
Séance plénière du 4 novembre 2015 à 16h00  
Feuille de présence


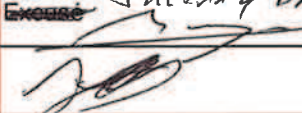
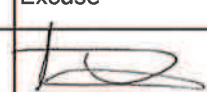
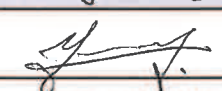
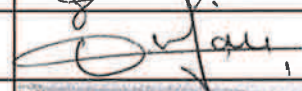

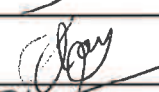

COLLEGE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

NOM	Prénom	Structure	Signature
CARRERE	Paul	Institution Adour	
TERRAIN	Christophe	Institution Adour	
BEYRIS	Maryline	CR Aquitaine	Excusée
MITTERAND	Elisabeth	CR Midi-Pyrénées	Excusée
CASTET	Gérard	CD32	Excusé <i>Pouvoir à Paul Carrière</i>
DEGOS	Dominique	CD40	
CAZERES	Pierre	Communauté de Communes Bas Armagnac - maire d'Espas	
AUGRE	Jean-Michel	Communauté de Communes Grand Armagnac	
BLANC SIMON	Jean Luc	Communauté de Communes Pays d'Albret - Maire de Brocas	
LESPERON	Vincent	Communauté de Communes Pays Tarusate - Maire de St Yaguen	Excusé <i>Pouvoir à N.A. Barbier</i>
LEQUERTIER	Antoine	Communauté de Communes des Landes d'Armagnac - Maire de Mauvezin d'Ac	
MALLET	Joel	Communauté d'Agglomération Le Marsan	
DAGUZAN	Francis	Commune de Troncens	Excusé <i>Pouvoir à Pierre Cazes</i>
DIEDERICH	Henri	Commune de Larée	Excusé <i>Pouvoir à J.M. Augre</i>
LOUBERE	Patricia	Commune de Meilhan	Excusée <i>Pouvoir à Dominique Degos</i>
BROQUERES	Jean François	Commune de Tartas	
FAGET	Alain	Commune de St Martin d'Armagnac	
SOCODIABEHERE	Thierry	Commune de Mont de Marsan	
BARBIER	Marie-Antoinett	Syndicat Mixte du bassin de la Midouze	
CAZALIS	Jean François	Syndicat d'aménagement et de gestion des eaux du BV du Ludon et du Gaube	
WEEVERS	Cornelia	Syndicat Intercommunal d'aménagement de l'Isaute et du Midour	Excusée <i>Pouvoir à Claude Silergo</i>
SILENGO	Claude	Syndicat Intercommunal d'Aménagement des bassins du Midour et de la Douze	
POULAIN	Michel	Syndicat du Midou et de la Douze	
CIVEL	Laurent	Syndicat Mixte de Gestion des Milieux Naturels	Excusé <i>Pouvoir à J.F. Broquères</i>
JOURDAN	Serge	Syndicat Mixte de Développement des Landes d'Armagnac (SCOT)	
DUCAM	Daniel	Communauté de Communes Pays Villeneuve de Marsan	

→ Adresse envoi courriers :

Total : 27 présents 13 pouvoirs

9 présents { 11  
2 pouvoirs }

COLLEGE DES USAGERS			
NOM	Prénom	Structure	Signature
BERTRAND	Alain	CCI 32	Excusé
AUBRIOT	Benoît	CCI 40	Excusé
GRIHON	Bernard	Chambre Agriculture des Landes	
LAJUS	Pierre	Chambre Agriculture du Gers	Excusé <i>Thierry Broussais</i>
M. le Président		IRRIG'ADOUR	
M. le Président		Comité Départemental Canoe Kayak 40	
M. le directeur		Comité Départemental Tourisme 40	Excusé
CASTRO	Amélie	CRPF	
M. le Président		Fédération AAPPMA 32	Excusé <i>Pouvoir à J. Naison</i>
MARSAN	Jacques	Fédération AAPPMA 40	
BEREZIAT DUFAY	<del>Thierry</del> Jean. Luc	Fédération Chasse 40	
DE NOBLENS	Thierry	FNE Midi Pyrénées	Excusé <i>Pouvoir à R. Clavé</i>
BORDESSOULLES	Anne	Groupeement de Défense Sanitaire Aquacole d'Aquitaine	
CLAVE	René	SEPANSO Landes	 <i>Pouvoir FNE</i>
PATOLE	Daniele	UFC 40	

CAPEZ O. Luc Ch. Agri 40 EXCUSE

Commission Locale de l'Eau du bassin de la Midouze  
Séance plénière du 4 novembre 2015 à 16h00  
Feuille de présence

COLLEGE DES SERVICES DE L'ETAT			
NOM	Prénom	Structure	Signature
MAILHOS	Pascal	Préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne	Excusé
MARTHIEU	Nathalie	Préfet des Landes, coordonnateur de bassin Adour	Excusée J. Lebreton
ORY	Pierre	Préfet du Gers	Excusé
CHEVALIER	Jean-Jacques	Agence de l'Eau Adour Garonne	
ESPINASSE	Thierry	DDCSPP 32	Excusé
CHERBEIX	Jean François	DDCSPP 40	
JACOTOT	Julien	DDT 32	Excusé
LAURIN	Olivier	DDTM 40	
LEBRETON	Jean-Pascal		
GUILLEMOT	Jerome	DREAL Aquitaine	
JEAN	Elisabeth	DREAL Midi Pyrénées	Excusée
HAMONET	Jean Marie	ONEMA Interrégional	Excusé

4 présents } 8.  
4 pouvoirs

## INVITES NON MEMBRES DE LA CLE

[illegible]